



## Déclaration liminaire de la CGT Éduc'Action du Var au CSA – Départemental du 29 Août 2025

C'est avec beaucoup de gravité que nous effectuons cette rentrée 2025, dans un monde chaotique et mouvant où la violence, offerte en spectacle dans les médias, est chaque jour un peu plus banalisée. L'invasion de l'Ukraine par la Russie qui s'enlise et regarde s'éloigner les espoirs de paix ; les images insoutenables de la famine organisée à Gaza, à des fins génocidaires, promeuvent dans les esprits l'idée que la force illégale surpasse le droit international. La mort d'un homme torturé et humilié en public sur les réseaux sociaux pour satisfaire le plaisir sadique de voyeurs connectés (et pas tous majeurs) laisse à penser que la violence mise en scène n'est qu'un jeu auquel on peut tous prendre part. Personne ne découvre ici la violence absurde et habituelle dans laquelle notre jeunesse doit grandir.

C'est sur cette toile de fond sordide que, dès lundi, nous, personnels de l'Éducation Nationale, allons accueillir nos élèves pour une nouvelle année scolaire au cours de laquelle nous les formerons chaque jour à l'exercice de la citoyenneté. Dans ce monde agressif et anxiogène, nous allons promouvoir les valeurs de la République, affirmer le principe de laïcité, développer l'exercice démocratique, prôner l'égalité filles-garçons, sensibiliser à la préservation de l'environnement, essayer d'apporter un peu de lumière et d'espoir afin de les aider à comprendre ce monde dans lequel nous devons vivre. Nous ferons ce pour quoi nous avons choisi de faire ce métier... dans les limites possibles de ce que nous permet notre administration. Car si ce que l'on nous demande, c'est avant tout de garder des élèves, notre ambition est de les élever, de leur donner les moyens de leur propre émancipation, d'en faire des citoyens responsables capables de trouver leur place dans une société que nous souhaitons meilleure. Nous réaffirmons ici le projet de la CGT et, s'il peut sembler utopique de souhaiter transformer la société afin de la rendre plus juste, notre syndicat s'évertuera, du moins, à tout faire pour qu'elle ne se détériore pas.

Alors que l'on devrait concentrer les moyens sur l'Éducation, « grande cause » de tous les gouvernements depuis de nombreuses années, afin de préparer au mieux l'avenir des jeunes dont nous avons la charge, nous recevons avec colère et indignation les orientations proposées par le Premier Ministre lors du prochain vote du budget. Alors que Macron joue les chefs de guerre et « fait de la Défense une priorité » en augmentant drastiquement le budget de l'armée, la seule obsession de Bayrou est de réduire la dépense publique. La plupart des ministères devront alors se serrer la ceinture et consentir à des efforts budgétaires avec *in fine* des coupes dans les services publics (avec notamment 3000 postes de fonctionnaires en moins). Dans la suite logique de la casse sociale perpétrée sous l'ère Macron, ces mesures annoncées par le Premier Ministre sont brutales et inacceptables. Ce sera encore et toujours les mêmes, travailleuses et travailleurs, qui devront faire des efforts avec l'annonce de deux jours fériés travaillés gratuitement. Non content de les faire travailler deux ans de plus, avec la dernière réforme des retraites, le gouvernement s'en prend une nouvelle fois à celles et ceux qui produisent les richesses de ce pays, tout en protégeant ceux qui en bénéficient. C'est aussi la protection sociale qui est visée avec une année blanche et des contrôles renforcés pour les arrêts maladies. Aucun contrôle en revanche pour les grandes entreprises sur les 211 milliards offerts sans contrepartie !

Quant à notre Ministère, alors que le service public de l'Éducation manque de tout et ne tient que par la conscience professionnelle de ses personnels, la situation ne va pas s'améliorer. Malgré une augmentation du budget pour financer la réforme de la formation initiale, le non-

remplacement d'un fonctionnaire sur trois à partir de 2027, associé au manque d'attractivité d'un métier que l'on ne cesse d'uberiser, va entraîner inévitablement un assèchement des moyens alors qu'il faudrait, *a contrario*, des créations de postes pour toutes les catégories de personnels. Pour la CGT, le service public de l'Éducation Nationale, ne peut être sacrifié sur l'autel de l'austérité à l'heure où tant de chantiers seraient encore à financer comme : la réduction des effectifs par classe, la titularisation des AESH, la rénovation du bâti... La liste est longue et l'urgence est bel et bien là, au risque de voir l'institution dysfonctionner encore davantage dans son rôle qui est le sien : former toute la jeunesse de ce pays en lui offrant une éducation solide et émancipatrice, comme nous l'avons réaffirmé dans notre préambule.

Avec ses annonces, le Premier Ministre déclare la guerre aux travailleuses et aux travailleurs. Au lieu d'ouvrir les yeux sur les urgences sociales – salaires, conditions de travail, santé, éducation, climat – le gouvernement, seul responsable de la situation économique du pays, choisit de les faire payer une nouvelle fois et stigmatise les agents du service public. Ces annonces, faites-en plein cœur de l'été, alors que des millions de salariés ne peuvent pas partir en vacances, sont en total décalage avec les attentes du monde du travail. Elles bradent notre avenir en tournant le dos aux investissements indispensables pour la transition écologique, la recherche et l'éducation, la santé, l'industrie.

Le Premier Ministre reconnaît lui-même qu'il n'est pas en situation d'imposer sa cure d'austérité et d'appauvrissement. C'est pourquoi en cette rentrée qui sent le souffre, la CGT Educ'action appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale à se mobiliser de toutes les façons possibles et à ne pas s'arrêter à la prochaine chute d'un énième gouvernement fantoche qui semble se dessiner pour les jours à venir.

Au sujet plus particulièrement de l'ordre du jour de ce CSA concernant les ajustements de postes dans les écoles du Var. En février dernier nous avons voté une nouvelle fois contre la faiblesse des moyens attribués au Var qui reste toujours à la dernière place des départements français concernant les dotations de postes. En cette rentrée la situation a-t-elle évoluée ? Le ministère a-t-il débloqué des moyens d'urgence pour notre département comme nous le demandons ? Si ce n'est pas le cas nous allons devoir une fois de plus répartir la pénurie des 6 postes restant pour permettre quelques ouvertures de dernière minute. De plus la CGT tient également à dénoncer la décision de supprimer les postes d'AED dans les écoles du département. Dans ce contexte de manque de moyens généralisés, ils assuraient des tâches essentielles et vont cruellement manquer aux équipes et aux élèves. Ceci sans compter les conséquences désastreuses en terme de ressources humaines pour ces personnels, qui au mieux parviennent à retrouver des postes d'AED dans des établissements du second degré ou à qui l'on propose de basculer sur des missions d'AESH ... Au passage la CGT demande que l'ancienneté de ces personnels puissent être intégralement conservée dans le cadre de leurs nouveaux emplois.

C'est dans ce contexte que la CGT appelle à faire du 10 septembre un moment fort de mobilisation interprofessionnelle et intergénérationnelle afin de stopper la politique libérale d'un gouvernement qui reste sourd à toutes nos revendications et même les méprise ! Nous aurons sans doute l'occasion lors du CSA de novembre prochain de commenter l'énième plan d'urgence de l'énième ministre de l'Éducation Nationale qui découvrira l'ampleur du désastre et se pressera d'agir pour au mieux, ne rien faire ... au pire, pour aggraver la situation !

**Mais en attendant, préparons la RIPOSTE ! Préparons la mobilisation et la GREVE partout ! Année BLANCHE ! Colère NOIRE ! Riposte ROUGE !**